



SAMEDI 17 NOVEMBRE

JOUR DE COLERE ET DE REVENDICATIONS

8 Place Malus - 18000 BOURGES
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

Considérant la colère légitime des français contre les augmentations des prix de l'énergie, **la Commission Exécutive de l'Union Départementale CGT du Cher appelle les salariés, les retraités à faire du 17 Novembre une journée de revendications qui s'inscrit dans la continuité des actions précédentes.**

Considérant que certains appels en France émanent d'organisations ne remettant pas en cause le système qui ponctionne toujours les mêmes.

Considérant que les organisateurs des rassemblements des « gilets jaunes » ne veulent pas de la présence d'organisations syndicales et politiques.

Considérant que certains de ces organisateurs en France étaient les premiers à hurler contre les « blocages » des cheminots « grévistes » défendant des transports en commun pour tous.

Nos propositions sont issues d'un travail collectif, débattues et validées démocratiquement. Elles se placent dans le cadre de l'opposition des intérêts du capitalisme avec les intérêts des français, mais aussi de la lutte contre les idées d'extrême-droite et des diverses oppressions.

**La Commission Exécutive de l'Union Départementale CGT appelle donc à se rassembler
Samedi 17 Novembre à 10h30 au Rond-point des 4 Vents
situé route de Paris à BOURGES en direction de Fussy (cimetière d'Asnières).**

La CGT revendique l'augmentation des salaires, des pensions, des allocations chômage, l'abrogation de la CSG.

C'est la seule alternative à la vie chère. Oui, les carburants sont de plus en plus chers du fait de la spéculation sur les produits pétroliers et des taxes que récupère l'Etat. Sur un plein de carburant (essence ou gazole) de 50 euros, chaque automobiliste acquitte 30 euros à l'Etat et 20 euros au pompiste. Sur ces 20 euros, environ 15 euros alimentent la spéculation sur le prix du pétrole et se retrouvent, au final, dans la poche des actionnaires. Le reste, soit environ 5 euros seulement, va véritablement à l'industrie du raffinage et à la distribution (pipe-lines, camions-citernes, dépôts et stations-services).

En 2014, le prix du pétrole a fortement chuté et le ministre des finances d'alors, un certain Macron, en a profité pour relever le niveau des taxes, qui n'ont pas cessé d'augmenter depuis. Depuis un an, le prix du pétrole a remonté, du fait des spéculations boursières effrénées (la cargaison d'un tanker peut changer 700 fois de propriétaire durant sa traversée) sur fond de géostratégie (menaces américaines sur l'Iran et le Venezuela, destruction des capacités libyennes depuis l'intervention de l'OTAN et de la France, guerre économique annoncée entre USA et Chine, etc.).

Ces deux phénomènes (niveau des taxes, prix élevé du pétrole) concourent à la situation d'aujourd'hui, à savoir des prix à la pompe devenus insupportables pour les travailleurs et les citoyens en France, du fait de la faiblesse des salaires.

Nous constatons également que nombre de prix ont fortement augmenté ces derniers temps : gaz (+ de 700 % d'augmentation sur la taxe à la consommation depuis 2014), électricité, eau, et aussi les produits de première nécessité indispensables à chacun. De plus en plus de salariés, de retraités, de chômeurs sont dans des situations catastrophiques. Les situations de précarité sont de plus en plus répandues.

Les taxes sur les carburants, comme celles sur l'énergie et la TVA sont les plus injustes. Que l'on soit riche ou pauvre, nous payons les mêmes taux alors que les revenus diffèrent. Et qui paye l'impôt dans ce pays ? Ce sont d'abord les **ménages** car, selon le discours dominant, imposer les entreprises impacterait leur « compétitivité ». Si les familles payent aujourd'hui des taxes sur les carburants, c'est avant tout pour compenser les dizaines de milliards de **cadeaux fiscaux** faits aux entreprises et à la classe aisée. De nombreux financements de la protection sociale ont été **remplacés** par les impôts et taxes, non plus prélevés sur la création de valeur dans les entreprises qui, du coup, améliorent les marges (= profits), mais payés par les **contribuables**.

FAUT-IL EN CONCLURE, COMME LE FAIT L'EXTRÊME-DROITE, QU'IL Y A TROP D'IMPÔTS EN FRANCE ?

- « **NON** », si l'on se souvient que les impôts financent les services publics, dont nous avons tous besoin.
- « **OUI** » si l'on réalise que le premier poste du budget de l'Etat sert à payer la dette publique, majoritairement illégitime car servant en premier lieu à payer des intérêts aux banques et aux millionnaires, dont fait partie la famille Le Pen !

Les seules revendications qu'il nous faut porter sont les hausses conséquentes des salaires, des pensions et des allocations chômage. Il faut indexer ces salaires sur les prix afin de ne pas avoir de décrochage salarial, comme c'était le cas voilà des années.

Ce sont bien les politiques gouvernementales successives, et particulièrement celle de Macron, qui créent ces situations sociales catastrophiques. La CGT s'est toujours battue pour l'amélioration des conditions de vie au travail et en dehors. Elle continue.

Il nous faut amorcer une large mobilisation, tous en même temps, pour engager la machine à conquêtes sociales : hausse des salaires et des pensions, 100 % Sécu, embauches dans l'industrie et les services publics, 6^{ème} semaine de congés payés, réduction du temps de travail, retraite à 60 ans... Il faut sortir de cette logique capitaliste.

**POUR CE QUI CONCERNE LA CGT,
NOUS SOMMES PRÊTS À EN DÉCOUDRE !
LA COLERE EST LEGITIME, ORGANISONS-NOUS
POUR QU'ELLE SE TRANSFORME EN VICTOIRE.**